

Histoire nationale vs histoire universitaire

Fonctions différentes, conflits inévitables.

Toute société qui se demande ce qu'elle est doit aussi se demander d'où elle vient. Mais cette question ne reçoit pas une seule réponse : elle en reçoit deux, produites par deux institutions aux logiques opposées. Le conflit entre elles est permanent, et certains voudraient le résoudre, soit en demandant aux historiens universitaires de mieux servir le récit national, soit en demandant aux acteurs politiques de se soumettre à la complexité analytique. Ces deux solutions ratent l'essentiel : ce conflit n'est pas un dysfonctionnement à corriger. C'est la forme normale que prend, dans une société démocratique, la question de ce qu'on veut faire de son passé.

L'histoire nationale et l'histoire universitaire ne font pas le même travail, et cette différence de fonction est irréductible. L'histoire nationale cherche à produire de l'appartenance : elle sélectionne, hiérarchise et simplifie pour donner à un groupe les repères dont il a besoin pour se reconnaître et pour agir collectivement. L'histoire universitaire cherche à produire de la connaissance : elle complique, elle doute, elle déconstruit pour rendre compte du passé dans toute sa densité contradictoire. On objectera que toute connaissance simplifiée, que la physique aussi modélise et réduit la réalité à des équations maniables. C'est vrai, mais la différence est que le physicien affiche ses hypothèses, ses marges d'erreur et les limites de son modèle. Le récit national, lui, tend à effacer ces coutures pour produire une évidence. C'est précisément ce geste d'effacement que l'historien universitaire a pour tâche de nommer.



Au Québec, l'histoire nationale s'est construite autour de quelques événements fondateurs dont la force symbolique dépasse largement la complexité factuelle. La Conquête britannique de 1760 est présentée comme le moment de la rupture originelle, celui qui explique tout ce qui suit : la marginalisation économique, la résistance culturelle, la lente construction d'une conscience nationale distincte. La Rébellion de 1837-1838 devient la preuve d'une volonté d'émancipation politique que l'Empire a brisée dans le sang. La Révolution tranquille des années 1960 incarne la renaissance, le moment où les Canadiens français deviennent des Québécois, passant d'une identité de survie à une identité de projet. Ces récits fonctionnent parce qu'ils sont clairs, parce qu'ils donnent une direction, parce qu'ils permettent à chacun de se situer dans une continuité qui le dépasse tout en le concernant directement. Leur efficacité est réelle. Mais elle repose sur des choix de mise en forme du passé qui ne sont jamais neutres : chaque événement retenu implique des événements ignorés, chaque ligne narrative tracée implique des lignes abandonnées.

Cette logique remonte aux origines du récit patriote lui-même. Les journaux de 1837, *Le Canadien* ou *La Minerve*, n'étaient pas des outils d'analyse : c'étaient des armes rhétoriques dont la vocation était de mobiliser une population contre un pouvoir perçu comme illégitime. L'histoire nationale prolonge cette fonction sous une forme moins urgente mais tout aussi orientée. Elle choisit ce qu'elle retient et ce qu'elle omet, et ces choix reflètent les priorités du moment où le récit est produit autant qu'ils reflètent le passé qu'ils prétendent décrire. Aucun récit national n'échappe à cette condition. Ce qui distingue les bons des mauvais, c'est la conscience de cette limite.

L'histoire universitaire, elle, a pour vocation de nommer et d'analyser exactement ces choix-là. Gérard Bouchard a montré que les relations entre francophones et anglophones au XIXe siècle comportaient des formes importantes de coopération économique et sociale que le récit national préfère taire, parce qu'elles nuancent le tableau d'un peuple assiégé et unifié dans sa résistance. Michel Ducharme a critiqué le mythe de la survivance non pas pour le rejeter comme fiction sans valeur, mais pour montrer en quoi sa linéarité trahit la réalité des échanges, des adaptations et des compromis qui ont marqué concrètement l'histoire des Canadiens français. La survivance, dans le récit national, est une épopée. Dans l'analyse universitaire, c'est une construction discursive avec ses usages politiques, ses effets sur la conscience collective, et ses angles morts. Ces deux lectures ne s'excluent pas, mais elles ne disent pas la même chose.

Le désaccord profond entre ces deux logiques porte sur une question antérieure à toute méthode : à quoi sert le passé ? Pour l'histoire nationale, le passé sert à justifier un présent et à orienter un futur. Il est un réservoir de légitimité. Pour l'histoire universitaire, le passé sert à comprendre comment les sociétés fonctionnent, comment les identités se forment, comment les décisions collectives s'expliquent par des contraintes que les acteurs ne maîtrisaient pas. Cette différence de finalité entraîne une différence de rapport à la vérité. L'historien national peut tolérer une simplification si elle sert le récit mobilisateur. L'historien universitaire ne le peut pas en principe, même si sa propre sélection des faits pertinents obéit à des présupposés qui ne sont pas tous conscients. Fernand Dumont l'avait dit autrement : l'historien travaille toujours depuis un présent qui infléchit son regard sur le passé, et la rigueur consiste à assumer cette condition, non à prétendre s'en affranchir.

C'est pourquoi le reproche que l'universitaire adresse au récit national n'est pas de mobiliser, mais de se prendre pour de la science alors qu'il fait de la politique mémorielle, fermant ainsi la porte à toute révision. Et le reproche inverse, que le nationaliste adresse à l'universitaire, n'est pas d'analyser, mais de démolir les fondations symboliques d'un projet collectif au nom d'une objectivité qui est elle aussi une posture, ancrée dans une institution particulière avec ses propres intérêts. Ces deux accusations ont chacune une part de vérité. C'est précisément ce qui rend le dialogue entre les deux approches si difficile à tenir, et si précieux quand il a lieu. Mais remarquons ce que ce dialogue suppose : il suppose que les deux parties admettent la légitimité de l'autre. Sans cette reconnaissance minimale, il n'y a pas de tension féconde, seulement une guerre d'usure.

Le cas allemand montre ce que ce travail de reconnaissance peut produire quand il est mené sérieusement. On objectera que la situation allemande est incomparable : l'Allemagne a révisé son récit national sous contrainte extérieure, après une défaite totale et face à un génocide impossible à minimiser. Ce n'est pas un choix spontané d'une société en bonne santé. L'objection est juste, mais elle renforce plutôt qu'elle n'affaiblit l'argument : si même une société soumise à une pression aussi radicale a pu intégrer la rupture morale dans sa continuité nationale sans se dissoudre, alors une société qui choisit volontairement de soumettre son récit à la critique part avec un avantage considérable. Le travail historiographique allemand a produit une mémoire publique plus solide face à la contestation, pas plus fragile. Ce que cet exemple enseigne au Québec, c'est qu'une histoire nationale capable d'absorber la critique universitaire sans s'effondrer est une histoire nationale qui a de l'avenir. Celle qui s'y refuse accumule une dette de réalité qui se paiera tôt ou tard, souvent au pire moment.

Pour le projet souverain québécois, cette question a des conséquences très concrètes. Un mouvement indépendantiste qui s'appuie exclusivement sur un récit national non soumis à la critique s'expose à deux risques distincts. D'abord, il fournit à ses adversaires des cibles faciles : chaque inexactitude ou chaque simplification peut être retournée contre la crédibilité de l'ensemble du projet. On rétorquera que les adversaires du projet souverain attaquent de toute façon, nuancé ou non, et que la bonne foi n'est pas leur fort. C'est souvent vrai. Mais la nuance ne sert pas à désarmer les adversaires de mauvaise foi : elle sert à ne pas aliéner les indécis, qui constituent précisément l'électorat dont dépend tout changement constitutionnel. Ensuite, un récit non critiqué prive les partisans d'une compréhension suffisamment précise du passé pour anticiper les défis réels de la construction d'un État, notamment en ce qui concerne les relations avec les nations autochtones, les minorités anglophones et les nouveaux arrivants dont l'adhésion sera indispensable.

Mais l'inverse est tout aussi vrai. Une culture politique qui n'accorderait aucune place au récit mobilisateur serait incapable de rassembler les forces nécessaires à un changement d'une telle ampleur. L'analyse donne les outils pour comprendre. Le récit donne les raisons de vouloir agir malgré l'incertitude. Aucun des deux ne peut tenir lieu de l'autre : l'un sans l'autre produit soit de la propagande, soit de l'impuissance. La question n'est pas lequel des deux doit primer quand ils se contredisent directement, ce qui est la vraie question que cet argument symétrique laisse sans réponse. La réponse est que la contradiction directe, quand elle survient, doit être traitée publiquement et ouvertement, pas tranchée en coulisse par l'un ou par l'autre. C'est le débat lui-même qui a une valeur, pas seulement ses conclusions.

La fête du 24 juin illustre cette dynamique dans sa forme la plus quotidienne. On dira que les deux registres ne coexistent pas vraiment : l'analyse universitaire de la Saint-Jean reste marginale, ignorée du grand public, et que ce qu'on observe est moins de la coexistence que de l'indifférence mutuelle. C'est un diagnostic partiellement juste. Mais cette indifférence mutuelle est elle-même une forme de coexistence fonctionnelle : chacun opère dans sa sphère sans écraser l'autre, et c'est précisément ce qui permet aux deux de remplir leur rôle. Ce qui serait réellement problématique, c'est la fusion des deux registres dans un sens ou dans l'autre : une fête qui prétendrait à la vérité historique, ou une historiographie qui prétendrait épuiser le sens de ce que vivent les participants.

Le conflit entre histoire nationale et histoire universitaire ne se résoudra pas parce qu'il ne doit pas se résoudre. Une société qui y mettrait fin, dans un sens ou dans l'autre, n'aurait pas gagné en cohérence : elle aurait perdu une des fonctions qui lui permettent de se renouveler. Le maintenir vivant, sans le laisser dégénérer en guerre de tranchées stérile, est une tâche politique autant qu'intellectuelle, et elle ne sera jamais terminée.

Louis-Martin Carrière